

L'histoire du travail social sous le regard du genre en Italie : du service sociale d'usine au travail de communauté

Autor(en): **Vezzosi, Elisabetta**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Soziale Arbeit = Revue suisse de travail social**

Band (Jahr): - **(2018)**

Heft 23

PDF erstellt am: **17.07.2020**

Persistenter Link: <http://doi.org/10.5169/seals-832428>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Elisabetta Vezzosi

L'histoire du travail social sous le regard du genre en Italie : du service social d'usine au travail de communauté¹

Résumé

L'essai soulève une série de questions fondamentales et restitue l'expérience du service social en Italie dans une perspective de genre. Il met en évidence l'influence du *leadership* féminin dans la fondation et dans le développement du service social, analyse la définition de cette profession fondamentalement féminine durant la période fasciste et s'intéresse à la continuité ainsi qu'aux ruptures entre les expériences de formation durant l'époque libérale, fasciste et républicaine. Enfin, il souligne le rôle central joué par des assistantes sociales et par certaines individualités réformatrices dans l'évolution du service social italien, et dans celle du travail social de communauté de manière plus générale.

L'historiographie européenne concernant les origines, le développement et la professionnalisation du service social sous le regard du genre a été – contrairement à l'historiographie américaine (Chambers 1986; Abrams/Curran, 2004) – plutôt tardive, surtout dans une dimension comparée. On trouve cette approche dans l'ouvrage sur le service social en Europe et le rôle des femmes, dirigé par Sabine Hering et Berteke Waaldijk (2003), qui écrivent dans l'introduction: "It remains a striking fact that women have played crucial and visionary roles in the constitution of the profession" (2003, p. 11). Par ailleurs, les recherches comparatives et transnationales sur ce thème restent assez limitées (Hauss/Schulte, 2009) et se focalisent surtout sur le temps présent (Healy 2008; Schwarzer et al. 2016). Enfin, l'histoire du service social italien est rarement prise en compte, même si elle ne joue pas un rôle secondaire dans le contexte européen.

Dans les ouvrages sur l'Italie contemporaine et plus précisément sur l'Italie républicaine – même dans les cas où l'analyse se focalise sur l'expérience des femmes (Willson 2011) – les auteur-e-s ne font que rarement référence à l'émergence et au développement du service social avant

et après la seconde guerre mondiale, et de même qu'ils et elles n'abordent que peu les laboratoires d'idées foisonnantes, d'idéaux, que l'on retrouve dans les premières écoles pour assistantes sociales, nées après la guerre et ouvertes dans certains cas seulement aux femmes et dans d'autres aussi aux hommes (Crainz 2016; Giovagnoli 2016; Soddu 2016). Ce pan de l'histoire est passé plutôt inaperçu et mérite pourtant d'être approfondi, en se distanciant, à travers une nouvelle évaluation des motivations et des idéaux – parfois presque utopiques – des hommes et des femmes qui ont porté en Italie d'un côté, une culture du service social et de l'autre, des projets de formation (principalement à la manière anglo-saxonne et française) qu'ils et elles ont tenté de maintenir malgré les problèmes économiques récurrents et une reconnaissance tardive de la profession. C'est pour cette raison aussi que l'histoire du service social italien a été écrite essentiellement par les assistants et assistantes sociales dans le but « de définir et légitimer justement la nouvelle profession » (Tirabassi 2004, p. 18).

À de rares exceptions près, l'historiographie italienne sur ce thème s'est développée principalement à partir du début des années 2000, malgré l'état dans lequel se trouvent la plupart des archives s'y référant. À l'heure actuelle, de très riches matériaux d'archives sont malheureusement éparpillés dans différents lieux, ils ne sont souvent pas catalogués et risquent de se détériorer ou de disparaître. C'est le cas notamment des archives de la première école pour surintendantes d'usine, l'École Supérieure Fasciste pour l'Assistance Sociale (Scuola Superiore Fascista di Assistenza Sociale) de San Gregorio al Celio de Rome, et de l'important Centre pour l'Éducation Professionnelle des Assistants Sociaux (Centro di Educazione Professionale per Assistenti Sociali-CEPAS) de Rome, qui forme tant des hommes que des femmes.

Le présent article rend compte de l'histoire du service social en Italie dans une perspective de genre à travers des éléments-clés tels que: l'existence d'un *leadership* féminin dans la naissance et le développement du service social en Italie; la définition d'une profession essentiellement féminine pendant la période fasciste; la continuité et les ruptures entre les expériences de formation durant les périodes libérale, fasciste et républicaine; la place centrale occupée par des assistantes sociales et certaines personnalités réformatrices dans l'évolution du service social italien vers le travail social de communauté.²

Les origines du service social en Italie

L'origine du service social en Italie remonte aux politiques sociales lancées dans le pays au cours des deux premières décennies du XX^e siècle (Conti/Silei 2013). Une des figures emblématiques des débuts est celle de Paolina Tarugi – une des premières femmes à avoir obtenu une maîtrise en droit – qui a exercé un *leadership* féminin important dans la création du service social italien. Elle a assuré une certaine continuité entre les politiques d'assistance de l'État libéral et du fascisme (Dellavalle 2011), faisant partie des groupes de femmes qui, dès le début du XX^e siècle, concentraient leurs activités sur le thème de l'assistance sociale. Ce service social naissant s'est inspiré – comme le relève Michela Minesso (2015) – des sciences sociales nées dans le contexte culturel de l'époque libérale qu'il a entrelacées avec des éléments rétrogrades de l'idéologie fasciste.

Le Conseil National des Femmes Italiennes (Consiglio Nazionale delle Donne Italiane), créé en 1903, auquel Paolina Tarugi était associée, à travers son détachement en Lombardie, a contribué en fait à la création de l'Institut Italien de l'Assistance Sociale (Istituto Italiano di Assistenza Sociale) à Milan en 1921. Beaucoup de femmes ont participé à cette initiative. Elles faisaient partie de ce que Buttafuoco (1985, 1988) a appelé le «féminisme pratique», qui s'est développé au cours des deux premières décennies du XX^e siècle. Ces femmes s'étaient engagées dans et pour le champ de l'assistance surtout pendant la première guerre mondiale. Elles étaient fermement convaincues que l'assistance, qui était alors considérée comme une mission féminine, devait se transformer en une profession. D'ailleurs, des exemples similaires avaient pris cette voie-là en Europe. En 1917, en France, le Conseil National des Femmes Françaises, présidé par Cécile Brunschvig, avait présenté une requête au Ministre du Travail pour demander l'introduction de surintendantes d'usine au sein des fabriques de l'État, préposées à la production de guerre. La fonction de surintendantes devait être conçue sur le modèle qui existait en Angleterre durant les premières années de guerre. Au cours de la première guerre mondiale, Paolina Tarugi avait fortement encouragé l'engagement des femmes au niveau de l'assistance civile à travers la Fédération Nationale des Comités d'Assistance Civile (Federazione Nazionale dei Comitati di Assistenza Civile) et le Comité de Milan pour la Préparation et l'Assistance Civile (Comitato Milanese di Preparazione e Assistenza Civile) (Bartoloni 2017). Convaincue qu'il fallait développer les compétences et la professionnalité des assistantes sociales, elle a assuré des enseignements à l'École Fasciste pour surintendantes d'usine en 1928, alors même que son adhésion au fascisme n'a pu

être démontrée. Après la seconde guerre mondiale, en 1946, Tarugi a été directrice de l'École pour Assistantes Sociales du Travail de Milan – créée en 1946, d'orientation laïque, et réservée aux femmes – et l'une des premières sources d'inspiration de l'École pour Assistantes Sociales de Turin, où elle a donné un cours de service social entre 1947 et 1956.

Les surintendantes d'usine, après tout, ne représentaient pas en tant que telles une profession entièrement nouvelle. En fait, suite à l'action de l'Institut Italien de l'Assistance Sociale de Milan, des «secrétaires sociales» avaient déjà été intégrées dans certaines usines italiennes dès 1920. Cette institution, née par la volonté d'un petit groupe composé de sociologues, de professionnels et d'industriels, formait des surintendantes d'usine (UNSAS 1961). La revue *L'Assistenza Sociale nell'Industria* (L'Assistance Sociale dans l'Entreprise) a été créée quelques années plus tard, en 1927. Mais c'est surtout la Première Conférence Internationale du Service Social³ qui a provoqué une accélération de la formation des assistants et assistantes sociales. Sous l'impulsion de René Sand⁴, cette conférence a été organisée à Paris entre le 8 et le 13 juillet 1928 et l'un des thèmes principaux portait justement sur l'organisation des écoles de formation (Eilers 2003; Badolati 2016).

La délégation italienne comptait 65 personnes. Parmi elles, plusieurs pionnières comme Paolina Tarugi, qui travaillait alors comme assistante sociale pour l'Institut Italien pour l'Assistance Sociale, dont elle était l'une des membres fondatrices; Virginia Delmati, assistante sociale à l'Action Nationale pour l'Assistance Religieuse aux Ouvriers (Opera Nazionale Assistenza Religiosa agli Operai) et Margherita Grossmann, professeure et théoricienne du service social d'usine. Paolina Tarugi et Margherita Grossmann, qui se référaient avec conviction à la culture anglo-saxonne du *social work*, deviendront deux protagonistes importantes du service social en Italie et soutiendront activement la création et le développement de l'École de San Gregorio al Celio, dans un premier temps, puis la création de nouvelles écoles pour l'assistance sociale après la seconde guerre mondiale. Elles ont aussi vécu le passage difficile de la philanthropie à la naissance de l'État social, commencé au début des années 1930. Si la visiteuse fasciste du début de la décennie, comme l'écrit Victoria De Grazia, était encore une dame charitable, à partir de la seconde moitié des années 1930 elle devient «une véritable assistante de service social du parti» (1993, p. 347).

La Scuola Superiore Fascista di Assistenza Sociale de San Gregorio al Celio : les femmes au centre

En 1928 naissait à Rome l'École Supérieure Fasciste pour l'Assistance Sociale (Scuola Superiore Fascista di Assistenza Sociale), qui devait former les nouvelles surintendantes d'usine (Andreoli 1937). Dans ce même couvent de San Gregorio al Celio existaient deux autres Écoles Supérieures du Parti Fasciste : École Supérieure Fasciste d'Économie Ménagère (Scuola Superiore Fascista di Economia Domestica) et l'École pour Gardiennes d'Enfants (Scuola per Assistenti all'Infanzia) remplacée plus tard par l'École Supérieure Fasciste d'Agriculture pour la préparation des Maîtresses Rurales (Scuola Superiore Fascista d'Agraria per la preparazione delle Maestre Rurali) (D'Alessio 2017). Cette école devait former des surintendantes d'usine et elle avait été marquée au départ par un conflit entre la Confédération Fasciste des Industriels (Confederazione Fascista degli Industriali) d'un côté, qui tenaient à ce que l'école s'installe à Milan, près de l'Université Bocconi, et le Parti National Fasciste de l'autre côté, qui souhaitait exercer un contrôle strict sur la naissance de cette profession en Italie et qui voulait conférer à l'école un monopole absolu sur la formation des surintendantes. Le diplôme délivré était considéré comme valable par la Confédération Fasciste des Industriels et par la Confédération Fasciste des Travailleurs de l'Industrie (Confederazione Fascista dei Lavoratori dell'Industria) qui ont géré l'école à partir de 1935. D'après une publication des années 1930, cette école se proposait d'assurer « la préparation technique et spirituelle des assistantes sociales fascistes, afin de les habiliter à l'assistance des ouvriers dans leur vie personnelle, familiale et sociale, en étroite association avec les autres institutions d'assistance du régime fasciste » (P.N.F., Direttorio Nazionale 1938, p. 11).

En 1934, c'est Margherita Grossmann qui, dans les pages de *L'Assistenza Sociale nell'Industria*, soulignait l'importance d'abandonner les principes traditionnels liés à la charité, qu'il fallait considérer comme des mesures d'atténuation, en faveur de la valorisation des méthodes de l'assistance sociale et du *social case-work* :

L'assistance sociale – évoluant avec le temps à partir de la conception primitive originelle de la charité chrétienne et de la bienfaisance philanthropique – est parvenue à une méthode rationnelle fondée sur des bases scientifiques, car son diagnostic social table sur la connaissance parfaite, au cas par cas, des éléments économiques, sociaux, biologiques, psychologiques ainsi que d'autres facteurs concomitants de nature variée utiles aux fins de la claire compréhension

*sion d'une situation individuelle ou familiale et propice à lui porter un remède le plus convenable possible dans un contexte donné.*⁵

Pour que cette transition vers l'assistance sociale, telle que défendue par Grossmann, puisse être mise en oeuvre, la formation devait jouer un rôle déterminant, car seules les connaissances acquises à travers un haut niveau d'éducation pouvaient soutenir l'action de l'assistance. La profession de l'assistante de service social était encouragée et acceptée par le fascisme en vertu de deux de ses caractéristiques. Tout d'abord, parce qu'elle était considérée comme le développement naturel des tâches de soins féminines, mais aussi au vu de l'importance accordée à la surintendance d'usine conjugée à l'organisation scientifique du travail. D'ailleurs, comme le relève Perry Willson (2003, p. 147), « Les services d'assistance consolidaient le contrôle des ouvriers de la part de l'entreprise et, en même temps, ils offraient une image généreuse de la direction ».

L'école fasciste de San Gregorio al Celio dans ses premières années n'admettait que des élèves célibataires et des veuves sans enfants pourvues d'un certificat de bonne vie et mœurs, d'un certificat de santé ainsi que de la carte du Parti National Fasciste (Villani Rimassa 1980; Stradi 1999–2000). Les matières enseignées – parmi lesquelles: doctrine fasciste, législation fasciste, culture fasciste et culture coloniale – montrent la nature idéologique de la formation donnée. Les trois assistantes sociales présentes au Congrès de Paris auraient ainsi enseigné le service social dans l'école fasciste, qui représentait pour elles un premier moyen de professionnalisation. Le Conseil de direction de l'école était composé d'un président désigné par le Parti National Fasciste, de l'inspectrice des Écoles Supérieures du Parti National Fasciste, de deux délégués désignés par la Confédération Fasciste des Industriels et de deux délégués de la Confédération Fasciste des Travailleurs de l'Industrie.

C'est Angiola Moretti, secrétaire de l'organisation fasciste des Faisceaux féminins (Fasci Femminili) entre 1927 et 1930 et inspectrice de l'École, qui a rendu explicite le rôle politique des assistantes sociales fascistes, considérées comme « un des éléments les plus efficaces et distinctifs de la politique d'assistance fasciste », en ce qu'elles étaient formées à mener une action « morale et politique à l'égard des ouvriers, conjugée à un travail technique ».⁶ Elles devaient garder un lien étroit avec les groupes féminins fascistes, « dont en même temps elles relèvent en tant qu'affiliées ».⁷ Cette coexistence entre l'activité professionnelle et l'activité du parti que les surintendantes se devaient d'exercer, s'est manifestée entre autre chose

à travers la création de groupes de jeunes ouvrières fascistes au sein d'importantes entreprises de grandes villes telles que Rome, Milan ou Turin.

L'École Supérieure Fasciste pour l'Assistance Sociale de San Gregorio al Celio a mis un terme à son activité en 1943. 500 élèves y ont obtenu un diplôme et ont travaillé sur tout le territoire national, notamment dans les régions du centre et du nord. Au cours de cette même année, les surintendantes d'usine étaient au nombre d'environ 450, dont 100 en service auprès des Unions provinciales des Travailleurs de l'Industrie. Elles ont travaillé dans 1300 usines. Par rapport à ces chiffres, Odile Vallin⁸ a déclaré en 1946, aux Rencontres pour les Études d'Assistance Sociale, que le régime fasciste s'était attribué le monopole de la formation des assistantes sociales le développement de la profession en Italie :

En 20 ans, 500 assistantes ont obtenu leurs diplômes, par rapport à 10'000 en Angleterre, 6'000 en Belgique et 7'000 en France. De plus, en Italie, les assistantes n'ont pas eu la chance de pouvoir manifester leur esprit d'initiative et leur indépendance dont jouissent en général les assistantes sociales de par le monde ou plutôt au sein des pays démocratiques, car un régime totalitaire ne pouvait aucunement encourager une action s'inspirant d'un fort esprit d'initiative tel qu'il devrait être, au sein de l'assistance sociale. (Vallin 1947, p. 743)

D'après Vallin (1947), l'École fasciste de San Gregorio al Celio avait assuré la préparation des surintendantes d'usine en s'appuyant sur des bases idéologiques qui ne prenaient que peu appui sur des expériences en vigueur à l'étranger. De ce fait, après la chute du régime fasciste, il leur a été difficile de s'intégrer dans de nouvelles institutions. Défendant un autre point de vue, Paolina Tarugi, tout en déplorant la mauvaise qualité de la formation des assistantes sociales préparées par l'École fasciste, a montré que déjà pendant la période fasciste, l'assistance sociale avait pris ses distances avec l'idée qu'il ne s'agissait que d'une prestation de services et s'était professionnalisée (UNSAS 1961), au point que, durant l'après-guerre, beaucoup d'assistantes sociales fascistes ont été confirmées dans leurs fonctions (Tarugi 1952). Mais en fait, bon nombre d'entre elles aussi avaient été relevées de leurs fonctions par les usines dans lesquelles elles avaient travaillé précédemment. C'est justement le cas, mentionné par Perry Willson (2003), d'Evelina Garbagnati à la Magneti Marelli de Milan, et de beaucoup d'autres.

Les nouvelles écoles de service social après la seconde guerre mondiale : leaderships féminins

Les « nouvelles écoles » d'assistance sociale ont donc été créées juste après la seconde guerre mondiale et suite à la Rencontre pour les Études d'Assistance Sociale de la ville de Tremezzo, qui a eu lieu entre le 16 septembre et le 8 octobre 1946. C'est au cours de cette rencontre, selon Franco Martinielli (1965), que l'idée de fonder des écoles s'est concrétisée et qu'une nouvelle conception de l'assistance et de l'assistante sociale a émergé, sur les modèles anglo-saxon et français (Stefani 2012). Au-delà de la diversité idéologique et didactique, ces « nouvelles écoles » avaient en commun la perspective d'agir dans un cadre politique et social plus ouvert, dans lequel on puisse valoriser les méthodes et les valeurs démocratiques dont le service social était l'expression.

Pour cette rencontre, on avait confié à Paolina Tarugi un des ateliers principaux, à savoir : « Le service social dans ses aspects théoriques et pratiques. L'évolution historique de l'idée et des méthodes du service social. Les applications pratiques du service social ». Dans son groupe, les participant-e-s ont identifié les perspectives d'avenir du service social, révisant et élargissant ses fonctions. Au cours de ces rencontres, beaucoup d'interventions ont fait référence à cette profession comme foncièrement féminine ; d'autres ont abordé les thèmes de l'assistance sociale à l'étranger, notamment aux États-Unis. Le foisonnement des réflexions dans ce type de rencontres démontre l'importance vitale que constituaient les échanges et liens internationaux pour le développement du service social depuis ses origines. Ces échanges s'étaient encore intensifiés au fil du temps grâce à une série de séminaires organisés en partie par le Special European Social Welfare Program, dans lesquels des représentant-e-s italien-ne-s ont apporté leur contribution à travers la présentation et l'analyse des nouveaux problèmes sociaux italiens.

Les différentes influences politiques se sont matérialisées dans la confrontation entre Maria Calogero Comandini et Lucia Corti Ajmone Marsan d'un côté – toutes les deux étaient des représentantes de l'anti-fascisme et de la Résistance, occupant de fonctions de direction auprès du Ministère de l'Assistance d'Après-Guerre (Ministero dell'Assistenza Post-bellica) – et Paolina Tarugi, de l'autre côté, avec son passé lié au fascisme. L'avenir et le passé paraissaient s'opposer. Les premières soutenaient une vision « politique » du service social dans un sens réformiste, tandis que Tarugi – critiquée pour ses liens supposés avec le fascisme – insistait sur sa fonction « bureaucratique » fondée sur la compétence. Les

parcours de Calogero Comandini et Corti étaient partagés par nombre de femmes italiennes qui, après la libération du pays, fortes de leur expérience dans la Résistance avaient poursuivi leurs activités sociales et politiques au service de la nouvelle République. D'après Calogero Comandini, la tâche d'une assistante sociale devait être mis au service du développement d'une société démocratique, en stimulant la collaboration civique et en promouvant les ressources communautaires.

Les nouvelles écoles – financées par l'Administration des Nations Unies pour le secours et la reconstruction (UNRRA), créée en novembre 1943 – représentaient différents courants (confessionnels, catholiques, laïques). Elles ont renforcé le processus de légitimation de cette nouvelle profession et ont marqué la transformation de l'idée de l'assistance sociale conçue en tant que mission philanthropique, vers celle d'un service social en tant que technique moderne caractérisée par des aptitudes et des compétences, orientée vers l'éducation d'individus et de communautés plutôt que vers le secours, visant à prévenir plutôt qu'à guérir (Della-valle 2008). Parmi ces écoles, le Centre d'Éducation pour assistants et assistantes sociales constitue l'une des expériences les plus intéressantes. Le CEPAS a été fondé – comme l'écrit Guido Calogero en 1948 – sur la base des expériences anglaises et américaines, mais différait de la tradition de l'empirisme pratique en ce qu'il intégrait davantage des éléments d'ordre « historique, social, économique, psychologique, éthique, afin d'expliquer la réalité humaine sur laquelle les assistants sociaux sont invités à agir ».⁹ L'école était également ouverte aux hommes. Dès le départ, ont fait partie de ce laboratoire social des femmes telles que Maria Calogero Comandini – responsable à l'époque du mouvement féminin du Parti d'Action (PdA) – et Angela Zucconi qui, avec d'autres Italiennes, en 1945 avaient participé au Congrès de la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF) à Paris, comme représentantes du Mouvement de Collaboration Civique (Movimento di Collaborazione Civica). Il était né au cours de la même année dans le but de soutenir une participation plus importante des citoyennes et citoyens à la vie démocratique du pays. La délégation italienne à Paris, coordonnée par Ada Gobetti, représentait un certain nombre d'associations féminines, dont certaines renaissaient après le fascisme et d'autres avaient été nouvellement créées.

Ce sont justement Maria Calogero Comandini et Angela Zucconi qui se sont opposées à l'idée que les écoles du service social ne soient que féminines et qui ont promu et intensifié les échanges internationaux, à savoir: des échanges d'enseignant-e-s, la participation à la conférence inter-

nationale de La Haye en 1948 et la présence au CEPAS entre 1952 et 1954 de la représentante des Nations Unies Anna King, conseillère notamment en matière de techniques de *casework*, de supervision et de relations entre les écoles et les organisations internationales. Les voyages de Maria Calogero Comandini au Canada et en Californie entre la fin des années 1940 et les années 1950, lui ont donné la possibilité de découvrir et de connaître de nouvelles orientations culturelles et professionnelles du service social au sein de ces pays. Les expériences et connaissances qu'elle a acquises au cours du semestre à Berkeley en 1956, auprès de la School of Social Welfare, ont eu une grande influence dans le CEPAS et ont fait de ce dernier un lieu d'avant-garde. Par ailleurs, Maria Calogero Comandini et Angela Zucconi ont également fait partie de l'Union des Femmes Italiennes (Unione Donne Italiane [UDI]), qui avait été créée en 1944 sur l'initiative de certaines représentantes des partis communiste, socialiste, d'action et de la gauche chrétienne (Gabrielli 2005).

Une personnalité qui n'a été mise en valeur que récemment, est celle d'Angela Zucconi, l'une des figures principales de la reconstruction italienne après la seconde guerre mondiale (Bolognesi 2009, Roghi 2003 et 2007, Belotti 2011). Angela Zucconi, directrice du CEPAS entre 1949 et 1963, raconte, dans son autobiographie (2000) *Cinquant'anni nell'utopia, il resto nell'alidilà* (Cinquante ans d'utopie, le reste dans l'au-delà), le parcours qui l'a amenée, à travers de nombreuses expériences internationales et à travers ses liens avec le grand entrepreneur Adriano Olivetti, qui avait créé le Mouvement de Communauté en 1947, à inaugurer les premières expériences de travail social de communauté. Angela Zucconi a été une personnalité charismatique et controversée, notamment au sujet de sa position sur le rôle « politique » qu'elle attribuait à la profession :

Nous soutenons, malgré les risques de malentendu que cela peut susciter, la préparation « politique » des élèves, pris dans son sens étymologique. Au cours du récent séminaire international de Paris, la Présidente Sen Baers a affirmé que le service social européen, contrairement au service social américain, était enraciné historiquement dans l'« action sociale » qui l'a précédée et qu'un tel élément doit être pris en considération [...] Nous pensons que les assistants sociaux, dans leurs efforts si faibles pour l'instant de réaliser la « démocratie » en Italie, doivent véritablement être placés en première ligne : s'il revient à l'école de former les étudiants à l'exercice d'une pratique démocratique, il revient aux assistants sociaux non seulement d'assurer cette fonction éducative (même réduite à sa plus petite expression), mais d'assurer aussi la mise en

*œuvre de la législation sociale existante, destinée trop souvent à ne rester que sur le papier, et d'être les promoteurs d'une législation appelée à se développer dans le futur.*¹⁰

L'intellectuel italien Goffredo Fofi (1999) écrit, en évoquant ses expériences en tant qu'élève du CEPAS, que c'est Angela Zucconi qui avait introduit en Italie les techniques du service social, le *casework* et le travail de communauté, méthodes et techniques empruntées aux expériences américaines les plus avancées. Angela Zucconi a donc été l'une des protagonistes de la réflexion sur le travail de communauté en tant que moyen de développement de la participation des citoyens et citoyennes pendant ces années d'expérimentation sociale, même si les buts en soi de ces méthodes vont se préciser au fil du temps. Dans l'ensemble de son œuvre, une attention particulière est portée à sa conception du « centre social », considéré non pas comme un énième foyer d'accueil, mais comme une tentative de constituer une véritable démocratie (Appetecchia 2015 ; La Banca 2015). Sous la direction de Zucconi, le CEPAS est devenu une sorte de chef de file des centres sociaux, qui souhaitaient emprunter la même voie que le Mouvement de Communauté créé par Adriano Olivetti. C'est lui qui a signé une convention avec le CEPAS assurant son financement en échange de prestations déterminées. À partir de cette collaboration des projets pilote de développement communautaire sont nés au Sud de l'Italie : en 1953, aux Sassi de Matera, le centre historique creusé dans la roche, en Basilicate, et dans la région des Abruzzes en 1956. Cette dernière a été influencée par les expériences communautaires réalisées au Mexique et à Porto Rico entre les années 1940 et 1950. Au milieu des années cinquante, Angela Zucconi a reçu une bourse de l'UNESCO pour étudier les projets de communauté développés dans différents pays de l'Amérique latine. Deux expériences l'ont plus particulièrement marquée : celle développée par le Centre régional d'éducation de base pour l'Amérique Latine (Centro Regional de Educación Fundamental para la América Latina-CREFAL), créé au Mexique par l'UNESCO en 1951, et celle du Département de l'éducation de la communauté (División de Educación de la Comunidad-DivEdCo), créé par le Parti démocratique de Porto Rico au milieu des années 1940 (Bini 2018).

Les projets de communauté ont connu un succès mitigé et dès les années 1960 le travail social communautaire a connu de profondes mutations. En 1963, Angela Zucconi laissait la direction du CEPAS à Maria Calogero Comandini, tout en continuant à faire partie de son Conseil de Direction et à s'occuper de l'enseignement. Les années 1960 ont été riches

d'expériences pour Zucconi: en 1964, elle a participé aux célébrations du cinquième anniversaire de la révolution cubaine, en tant que membre du comité de présidence de l'Union des Femmes Italiennes, ce qui lui a ainsi donné l'occasion d'étudier le système de sécurité sociale d'avant-garde de cette île des Caraïbes. En avril 1968, elle a présenté une conférence en qualité d'experte internationale en travail de communauté, à l'occasion du «Séminaire sur le développement de la communauté rurale» organisé par les Nations Unies à Madrid. Au cours de cette même année, elle a participé au Congrès de Sorrente (Naples) «Actualité et inactualité des projets de développement communautaire», qui représentait l'acte final des projets de développement communautaire italiens ainsi qu'un moment important de réflexion et d'autocritique.

En 1963, l'année même où Zucconi quittait la direction du CEPAS, naissait l'Institut Social du Logement des Travailleurs (Istituto Servizio Sociale Case per Lavoratori ou ISSCAL) –, suite à l'expérience de l'Organisation pour la Gestion du Service Social du Logement pour les Travailleurs (Ente Gestione Servizio Sociale Case per Lavoratori ou EGSS), créée presque une dizaine d'année auparavant (Lambertini 2005). Entre ces années cinquante et soixante, des expert·e·s du service social se sont largement inspirés des travaux de Murray G. Ross (1955) pour revenir sur les définitions de la communauté, réinterprétant les principes de ce sociologue canadien: les organisations communautaires peuvent identifier leurs propres besoins et développer des aptitudes pour faire face à leurs problèmes; les changements autodéterminés et auto-développés se révèlent particulièrement solides; une approche globale des problèmes est plus fructueuse qu'une approche sectorielle, même si celle-ci est spécialisée; la vie démocratique exige des formes de participation active des citoyennes et citoyens. Bien que l'ISSCAL ait été amenée à agir dans une grande variété de milieux environnementaux et socioculturels, c'est bien de ces principes qu'elle s'est inspirée pour son action, à travers la mise en valeur du centre social en tant que lieu de vie associative et de démocratie directe pour les habitant·e·s de logements sociaux dans les quartiers du bâtiment public.

En 1964, plus de 93 % du personnel de l'ISSCAL était constitué de femmes qui n'avaient pas atteint trente ans, ce qui impliquait souvent de nombreuses absences liées à leurs grossesses et maternités. En plus, nombre d'entre elles occupaient des fonctions dirigeantes au sein de l'Institut, dont Milena Cortigiani, inspectrice centrale jusqu'en 1974, qui rappelle combien, dans ces années l'esprit professionnel s'appuyait sur des valeurs de «sacrifice, imagination, créativité» et que les assistants et assistantes

sociales étaient les interprètes de l'« osmose des idées et de la pensée entre le centre et la périphérie ».¹¹

Conclusions

L'histoire du service social italien se caractérise par le fait qu'elle a essentiellement été portée par un leadership féminin et par un réseau de contacts et de liens que nombre de femmes ont réussi à créer, intensifier et enchevêtrer entre les organismes de formation, les associations et les mouvements de femmes. Même sous le fascisme, l'expérience de l'École d'Assistance Sociale a été influencée, à partir du travail réalisé par Paolina Tarugi, par l'idée d'une assistance définie dans le cadre du féminisme pratique et de l'Union Féminine Nationale.

S'il est vrai que, durant la période fasciste, les surintendantes d'usine étaient souvent considérées comme des visiteuses qui écoutaient les problèmes des travailleurs et travailleuses avec bienveillance et qui faisaient remonter leurs doléances aux dirigeant·e·s des institutions, les données et les situations qu'elles rapportaient régulièrement ont servi parfois à modifier les modèles de l'assistance voire même, dans certains cas, à modifier les hiérarchies de genre. Bien que fonctionnelles par l'organisation scientifique du travail, c'est le vaste répertoire de cas présentés par les assistantes sociales à Paolina Tarugi qui lui a permis d'élaborer et de formuler sa proposition pour l'extension de la qualification de « chef de famille » aux femmes qui travaillent afin de toucher des allocations familiales (introduites en 1934), dans le cas où le mari ne pourrait pas les toucher. Il s'agissait d'une proposition audacieuse qui remettait en question le modèle du *male breadwinner* sur lequel était fondée la famille, en tant que cellule de base de l'État fasciste.

Seulement de nombreuses années plus tard, les femmes ont réussi à faire reconnaître les capacités professionnelles, les compétences et ont placé le thème du leadership féminin au sein de la profession (Benvenuti/Segatori 2000). Comme le relève Maria Stefani (2011), ce sont notamment les femmes qui ont créé le service social italien, des femmes qui se différenciaient par leurs inspirations, leur formation, leur engagement politique et leurs parcours de vie, et qui ont su concilier ces différences à travers un dialogue profond et savant, et changer ainsi les rapports de genre à l'intérieur et à l'extérieur de la profession.

Références bibliographiques

- Abrams, Laura S. & Curran, Laura (2004). Between Women: Gender and Social Work in Historical Perspective. In: *Social Service Review*, 78 (3), p. 429–446.
- Andreoli, Marcello (1937). Le tre scuole superiori del Partito in Roma. Roma: Tip. F.lli Pallotta.
- Appetecchia, Enrico (Éd.) (2015). *Idee e movimenti comunitari. Servizio sociale di Comunità in Italia nel secondo dopoguerra*. Roma: Viella.
- Badolati, Luigi (2016). *Storia dei congressi internazionali di servizio sociale*. Trento: Edizioni del Faro.
- Bartoloni, Stefania (2017). *Donne di fronte alla guerra. Pace, diritti e democrazia*. Roma: Laterza.
- Belotti, Alice (2011). *La Comunità democratica. Partecipazione, educazione e potere nel lavoro di comunità di Saul Alinsky e Angela Zucconi*. Roma: Fondazione Olivetti. http://www.fondazioneadrianolivetti.it/pubblicazioni.php?id_pubblicazioni=216 (consulté le 23 septembre 2018).
- Benvenuti, Pierangelo & Segatori, Roberto (2000). *Professione e genere nel lavoro sociale*. Milano: Franco Angeli.
- Bini, Elisabetta (en cours de publication, 2018). Influenze americane sullo sviluppo comunitario in Italia. L'uso del cinema e della letteratura nel Progetto Pilota per l'Abruzzo (1958–1962). In: Marilena Dellavalle & Elisabetta Vezzosi (Eds.) *Immaginare il futuro. Servizio sociale di comunità e community development in Italia* (1946–2017). Roma: Viella.
- Bolognesi, Deborah (2009). *Costruire le istituzioni. Il ruolo di Angela Zucconi fra impegno sociale e imprenditorialità scientifica*. Roma: Edizioni Associate.
- Buttafuoco, Annarita (1988). *Cronache femminili. Temi e momenti della stampa emancipazionista in Italia dall'Unità al fascismo*. Arezzo: Dipartimento di Studi Storico-sociali e Filosofici dell'Università di Siena, Facoltà di Magistero.
- Buttafuoco, Annarita (1985). *Le Mariucine. Storia di un'istituzione laica. L'Asilo Mariuccia*. Milano: Franco Angeli.
- Chambers, Clarke A. (1986). Women in the Creation of the Profession of Social Work. In: *Social Service Review*, 60 (1), p. 1–33.
- Conti, Fulvio & Silei, Gianni (2013). *Breve storia dello Stato Sociale*. Roma: Carocci.
- Crainz, Guido (2016). *Storia della Repubblica. L'Italia dalla Liberazione ad oggi*. Roma: Donzelli.
- D'Alessio, Michela (2017). "La vita delle 28" nella Scuola Superiore Femminile Fascista di Economia Domestica (1942). Per una rilettura di un'esperienza formativa di omologazione culturale e sociale. In: *Rivista di storia dell'educazione*, 4 (1), p. 17–30.
- De Grazia, Victoria (1993). *Le donne nel regime fascista*. Venezia: Marsilio.
- Dellavalle, Marilena (2008). *Le radici del Servizio Sociale in Italia. L'azione delle donne: dalla filantropia politica all'impegno nella Resistenza*. Torino: Celid.
- Dellavalle, Marilena (2011). La vita e le opere di Paolina Tarugi. In: Maria Stefani (Éd.) *Le origini del servizio sociale Italiano. Tremezzo: un evento fondativo del 1946. Saggi e testimonianze*. Roma: Viella, p. 183–239.
- Eilers, Kerstin (2003). Social Policy and Social Work in 1928. The First International Conference of Social Work in Paris takes Stock. In: Sabine Hering et Berteke Waaldijk (Eds.), *History of Social Work in Europe (1900–1960). Female Pioneers and their Influence on the Development of International Organizations*. Opladen: Leske+Budrich, p. 119–128.
- Gabrielli, Patrizia (2005). *La pace e la mimosa: l'Unione donne italiane e la costruzione politica della memoria, 1944–1955*. Roma: Donzelli Editore.
- Giovagnoli, Agostino (2016). *La Repubblica degli italiani 1946–2016*. Roma-Bari: Laterza.
- Hauss, Gisela & Schulte, Dagmar (Eds.). *Amid Social Contradictions. Towards a His-*

- tory of Social Work in Europe. Opladen & Farmington Hills, MI: Barbara Budrich Publishers.
- Fofi Goffredo (1999). *Le nozze coi fichi secchi. Storie di un'altra Italia*. Napoli: L'Ancora del Mediterraneo
- Healy, Lynne M. (2008). *International Social Work. Professional Action in an Interdependent World*. Oxford-New York: Oxford University Press.
- Hering, Sabine & Waaldijk, Berteke (2003). *History of Social work in Europe (1900–1960): Female Pioneers and their Influence on the Development of International Social Organizations*. Opladen: Leske+Budrich. Réédité en 2012, Springer Science & Business Media.
- La Banca, Domenica (2015). I centri sociali nell'Italia del secondo dopoguerra. Un esperimento di democrazia di base (1954–1971). In: Appetecchia, Enrico (Éd.), *Idee e movimenti comunitari. Servizio sociale di Comunità in Italia nel secondo dopoguerra*. Roma: Viella, p. 85–104.
- Lambertini, Luca (2005). Community Work nelle periferie urbane: l'Ente Gestione Servizio Sociale Case per Lavoratori. *Storicamente*, 69 (1), <https://storicamente.org/lambertini> (consulté le 23 septembre 2018).
- Martinelli, Franco (1965). *Gli assistenti sociali nella società italiana. Contributo ad una sociologia della professione*. Roma: Istituto per gli Studi di Servizio Sociale.
- Minesso, Michela (2015). *Madri Figli Welfare. Istituzioni e politiche dall'Italia liberale ai giorni nostri*. Bologna: Il Mulino.
- P.N.F., Direttorio Nazionale (1938). *Le tre Scuole Superiori del partito in Roma*. Roma: Stab. Tip. Ramo Editoriale degli Agricoltori S.A.
- Roghi, Vanessa (2007). Angela Zucconi fra impegno sociale e politico 1944–1948. In: Lussana, Fiamma & Motti, Lucia (Eds.), *La memoria della politica. Esperienze e autorappresentazione nel racconto di uomini e donne*. Roma: Ediesse, p. 289–303.
- Roghi, Vanessa (2003). Una vita nell'utopia. Prime note di ricerca su Angela Zucconi. In: *Dimensioni e problemi della Ricerca Storica*, 2, p. 235–265.
- Ross, Murray G. (1955). *Community organization*. New York: Harper and Row Publishers.
- Schwarzer Beatrix, Kämmerer-Rütten, Ursula, Schleyer-Lindenmann, Alexandra et Yafang Wang (2016). *Transnational Social Work and Social Welfare: Challenges for the Social Work Profession*. London and New York: Routledge.
- Soddu, Paolo (2016). *La via italiana alla democrazia. Storia della Repubblica 1946–2013*. Roma-Bari: Laterza.
- Stefani, Maria (2012) (éd.). *Le origini del servizio sociale italiano. Tremezzo: un evento fondativo del 1946. Saggi e testimonianze*. Roma: Viella.
- Stradi, Nicoletta (2001–2002), Per una storia del servizio sociale di fabbrica in Italia. In: *Rivista di servizio sociale*, 4/2001 e 1/2002, p. 3–45.
- Tarugi, Paolina (1952), *L'assistenza sociale di fabbrica – UNSAS*. Milano: Tipografia G. De Silvestri.
- Tirabassi, Maddalena (2004). La nascita del servizio sociale in Italia: modelli statunitensi, radici italiane (1920–1950). In: Dora Marrucco (éd.), *Istituzioni e politiche sociali a Torino negli ultimi cinquant'anni. La cultura del servizio sociale*. Torino: Celid, p. 17–42.
- UNSA-Unione Nazionale Scuole Assistenti Sociali (1961). *Il servizio sociale. Dalle lezioni della Dott. P. Tarugi. Direttrice della Scuola per Assistenti Sociali di Milano*. Milano: Stabilimento Tipo-Litografico INAIL.
- Vallin, Odile (1947). Problemi della formazione tecnica delle assistenti sociali e dell'organizzazione delle scuole di Servizio sociale, dans Atti del Convegno per Studi di Assistenza Sociale, Tremezzo (Como) 16 settembre–6 ottobre 1946. Milano: Carlo Marzorati Editore, p. 741–754.
- Villani Rimassa, Serena (1980). Esperienze di formazione degli operatori sociali

- negli anni immediatamente precedenti la 2° guerra mondiale, in Bruno Bortoli, (éd.), *Materiali per una ricerca storica sulle scuole di servizio sociale. Atti del seminario sulla storia delle scuole di servizio sociale in Italia*, Trento, 1977–1978. Padova: Centro Studi e Formazione “Emanuela Zancan”, p. 11–25.
- Willson, Perry (2003). *La fabbrica e l'orologio. Donne e lavoro alla Magneti Marelli nell'Italia fascista*. Milano: Edizioni Franco Angeli.
- Willson Perry (2011). *Italiane. Biografia del Novecento*. Roma: Laterza.
- Zucconi, Angela (2000). *Cinquant'anni nell'utopia, il resto nell'al di là*. Napoli: L'Ancora del Mediterraneo.

Annotations

- 1 Cet article a été traduit par Sonia Maio, que je remercie beaucoup pour sa compétence et sa disponibilité.
- 2 Mon article s'inspire en partie du travail du groupe de recherche, que j'ai coordonné sur le thème « Service social de communauté et community development entre passé et futur: l'expérience italienne dans une perspective transnationale », financé entre 2014–2016 par l'Université de Trieste.
- 3 3 volumes, Paris, 1929.
- 4 Médecin belge, René Sand (1877–1953) est l'une des grandes figures de la promotion et de la professionnalisation du travail social, notamment sur le plan international.
- 5 Margherita Grossmann, Concetti moderni dell'Assistenza sociale. In: *L'Assistenza Sociale nell'Industria*, VIII (4–5), 1934, p. 69.
- 6 Assistenza Sociale Fascista di Fabbrica. Il rapporto a S. E. Starace sull'opera svolta dalle Assistenti Sociali Fasciste di Fabbrica, In: *L'Assistenza Sociale nell'Industria*, VII (11), 1933, p. 34.
- 7 *Ibid.*
- 8 Odile Vallin était titulaire d'un diplôme d'assistante sociale en France et d'une maîtrise à la Sorbonne. Depuis 1945 elle avait enseigné auprès de l'École pratique d'assistance sociale (Scuola Pratica di Assistenza Sociale), d'orientation catholique, dont elle a été directrice.
- 9 Guido Calogero, Che cosa fanno gli assistenti sociali? In: *L'Italia Socialista*, 12 février 1948, Archives CEPAS, Département de médecine et de psychologie, Université La Sapienza, Rome. Dossier concernant la naissance de l'école.
- 10 Rapport de la rencontre du Comitato Tecnico Consultivo (Comité Technique Consultatif) de l'UNSAS, qui a eu lieu à Milan le 12 décembre 1951, 1952. Archives CEPAS. Ici, la citation comprend à la fois des hommes et des femmes.
- 11 Interview à Milena Cortigiani, 23 février 2017.